



**Motion concernant la revendication des retraités de Corse adoptée par le XVIIIème congrès de l'UD FO de la Corse du Sud le 24 novembre 2016**

Le congrès constatant que la Corse demeure la région de France dans laquelle le coût de la vie est le plus élevé, revendique une prime de vie chère de 200 euros par mois pour tous les retraités de Corse. Le congrès rappelle, qu'il y a 75 000 retraités en Corse dont 50% perçoivent seulement 800 euros et 25 % sont en dessous du minimum vieillesse. Cette revendication relevant de la compétence et du financement de l'État, il demande à la Collectivité Territoriale de Corse d'organiser une réunion tripartite réunissant CTC - ÉTAT et organisations syndicales afin que s'engage une négociation destinée à satisfaire cette légitime revendication.

Le congrès revendique pour les retraités une réduction de 50% dans les transports maritimes, aériens et ferroviaires. Il constate que cette revendication se heurte à l'incompréhension des dirigeants de la Collectivité Territoriale de Corse, qui ont le pouvoir de la satisfaire du fait qu'elle entre dans leur champ de compétence, mais observe que ces derniers ont fait le choix politique de détourner de son objectif une partie de l'enveloppe de la continuité territoriale au bénéfice de l'amélioration du réseau routier et au bénéfice du patronat corse de l'intérieur de l'île. C'est en effet par une demande de déspecialisation de cette enveloppe, acceptée par l'actuel gouvernement, que les fonds destinés à réduire le coût des transports entre la Corse et le continent vont être utilisés à satisfaire d'autres intérêts.

Cet objectif politique explique mieux l'attitude du président de l'Assemblée de Corse qui considère que les foyers qui bénéficient de 1787 euros par mois sont riches. Dernièrement encore, pour tenter de justifier à nouveau le dévoiement de la revendication en parlant d'équité et non d'égalité, il déclarait à la presse locale : *"je ne vais pas accorder une réduction de transport à un PDG qui gagne 10 000 euros par mois"*, propos totalement irresponsables et populistes, comme si la Corse était

peuplée de PDG qui gagnent 10 000 euros par mois ! Alors que tous les indicateurs économiques et sociaux sont dans le rouge : salaire brut moyen le plus bas de France, taux de pauvreté le plus important de France, PIB régional le plus bas, taux de chômage au-dessus de la moyenne nationale, région la moins diplômée de France et une population la plus âgée de France.

Le congrès exige que la partie de l'enveloppe de la continuité territoriale, bien que détournée de son objectif initial, permette encore de jouer son rôle de réduction du coût des transports en satisfaisant la légitime revendication des retraités.